



Assemblée générale
Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

A/50/980
S/1996/449
19 juin 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
Cinquantième session
Point 140 de l'ordre du jour
DÉCENNIE DES NATIONS UNIES POUR
LE DROIT INTERNATIONAL

CONSEIL DE SÉCURITÉ
Cinquante et unième année

Lettre datée du 18 juin 1996, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des
Nations Unies

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire distribuer le texte de la déclaration ci-jointe du Représentant permanent de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies, concernant les nouvelles violations de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Cuba qui ont publiquement été annoncées pour le 13 juillet 1996, comme document officiel de l'Assemblée générale, au titre du point 140 de l'ordre du jour de la cinquantième session, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Bruno RODRÍGUEZ PARRILLA

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT PERMANENT DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA
AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES CONCERNANT LES
NOUVELLES VIOLATIONS DE LA SOUVERAINETÉ ET DE L'INTÉGRITÉ
TERRITORIALE DE LA RÉPUBLIQUE DE CUBA QUI ONT ÉTÉ PUBLIQUEMENT
ANNONCÉES POUR LE 13 JUILLET 1996

Lors d'une conférence de presse organisée le 11 juin à Miami, Ramón Saúl Sánchez a annoncé, au nom du prétendu "Mouvement démocratie", qu'une "flottille" quitterait la Floride le 13 juillet 1996 pour pénétrer dans le territoire de la République de Cuba. Les agences de presse internationales se sont fait l'écho de cette déclaration et, le 15 juin, le quotidien nord-américain El Nuevo Herald, a annoncé la formation d'une nouvelle organisation appelée "Pilotes de la démocratie", qui accompagnera la flottille en question et menace de violer l'espace aérien cubain.

Les objectifs de ces organisations ont été décrits lors d'autres conférences de presse comme "une stratégie d'affrontement..." qui "... n'a rien à voir avec le pacifisme puisqu'il s'agit bel et bien d'une lutte pour le pouvoir et d'un moyen efficace de mener le combat".

Ils prédisent aussi que le Gouvernement cubain se désintègrera "... quand les masses désobéiront aux ordres, les moyens de transport ne fonctionneront plus que pour servir les forces démocratiques, les fonctionnaires ne suivront plus les instructions, la police refusera d'arrêter les dissidents et l'armée se sera mise en grève". Ils précisent, au cas où il subsisterait encore le moindre doute, que "c'est une façon de s'opposer au régime", ajoutant que les objectifs qu'ils poursuivent "exigent des sacrifices qu'ils sont prêts à consentir, même s'il leur faut pour cela mourir à Cuba".

Pendant ce temps, la communauté internationale attend de l'OACI qu'elle fasse preuve d'objectivité et d'impartialité et qu'elle respecte ses propres procédures dans l'enquête que le Conseil de sécurité l'a chargée de mener, à la demande de la partie cubaine, sur toutes les violations de l'espace aérien cubain, ainsi que sur tous les tenants et les aboutissants du grave et regrettable incident du 24 février dernier.

La communauté internationale compte que l'OACI s'acquittera de ses responsabilités et fera en sorte que de tels incidents ne se reproduisent plus.

Il serait inconcevable que l'OACI et la communauté internationale assistent sans broncher à la répétition de tels événements. Les précédents aussi nombreux que flagrants ne laissent aucun doute quant au danger inhérents à ces organisations et à leurs déclarations.

Le 13 juillet 1995 et, ensuite, le 9 et le 13 janvier 1996, pour ne citer que ces exemples, des violations du territoire cubain du type de celles qui viennent d'être annoncées ont été commises par des avions qui ont survolé La Havane à basse altitude et lâché des tracts de propagande sur la population.

À chaque fois, nous avons rapporté les incidents et averti les autorités nord-américaines des graves conséquences qu'ils pourraient avoir, en exigeant qu'elles adoptent en temps utile toutes les mesures voulues pour prévenir ou les

/...

empêcher de tels agissements, conformément aux obligations qui incombent aux États-Unis, en tant qu'État d'immatriculation des avions et territoire à partir duquel ces incursions sont lancées.

Ainsi, bien qu'elles aient su que des violations de l'espace aérien cubain allaient être commises le 24 février 1996, les autorités des États-Unis ont autorisé les pilotes à décoller le matin du 24 février et encore l'après-midi, avec les conséquences tragiques que l'on sait, manquant ainsi aux assurances qu'elles avaient données d'empêcher ces vols.

Ce n'est qu'à partir de l'incursion du 13 juillet 1995 qu'une enquête fédérale, bien trop tardive et incroyablement lente, a été ouverte pour établir ce que les auteurs des incursions avaient eux-mêmes annoncé publiquement et prouvé l'existence de violations dont les chaînes de télévision des États-Unis avaient montré des images à maintes reprises.

L'enquête s'est soldée par une ordonnance de ne pas faire en mars 1996, suivie, en mai 1996, d'une mesure de révocation de la licence de vol du chef de l'organisation terroriste connue sous le nom de "Hermanos al Rescate".

Tardives et insuffisantes – encore que justes – ces mesures n'ont rien empêché, mais elles démontrent que les autorités des États-Unis savaient pertinemment que des actions illégales se préparaient et qu'elles constituaient des violations du droit international, des règles et règlements de l'aviation civile internationale, ainsi que des lois des États-Unis et de Cuba.

À l'époque, le Gouvernement de la République de Cuba avait dénoncé, dans le document A/50/959-S/1996/370 (distribué comme document de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité), l'insuffisance de mesures qui n'empêchaient en aucune façon l'organisation en question et ses autres pilotes de poursuivre leurs activités illégales.

Le fait de reconnaître clairement ce que le comportement de ces pilotes, qui mettent en péril la vie de tiers et leurs biens, avait de téméraire et de négligent contraste avec l'absence de toute mesure, ni du type de celles qui avaient été prises, ni d'un autre type, prise pour éviter les incidents du 24 février 1996.

Il est évident que si cette longue série de violations du territoire cubain s'est déroulée dans un climat d'impunité totale, c'est parce que les États-Unis ont manqué de façon flagrante aux obligations qui leur incombent en tant qu'État d'immatriculation et territoire d'origine, conformément aux buts, principes et objectifs de l'aviation civile, consacrés dans la Convention de Chicago de 1944.

Maintenant, de nouvelles violations – pleinement préméditées – de l'intégrité territoriale et de la souveraineté de la République de Cuba sont annoncées à grand renfort de publicité, et ce précisément au moment où l'OACI s'apprête à rendre ses conclusions dans un rapport dont on espère qu'il sera exact, complet et impartial. Il faudra pour cela que l'OACI respecte scrupuleusement ses procédures, y compris celles visées à l'annexe 13 de la Convention de 1944 sur l'aviation civile et à son appendice, qui fixent les conditions et les critères auxquels doivent satisfaire les enquêtes qu'elle

mène. Elle doit mûrement peser tous les faits, ainsi que leurs tenants et leurs aboutissants et apprécier de façon rigoureuse et impartiale tous les éléments de preuve que la partie cubaine lui a présentés dès le début de cette affaire.

Il est regrettable que, loin de faire preuve de la même diligence, la partie américaine ait longuement tardé, sans fournir aucune explication, à communiquer certains éléments d'information, ce qui a ralenti l'enquête d'autant et contraint le Conseil de l'OACI à reporter à deux reprises l'examen de cette affaire.

Il est clair que le traitement réservé à cette affaire a été influencé par des pressions politiques et de sordides calculs électoraux : nul n'ignore que les discours incendiaires qui ont été prononcés et les manoeuvres politiciennes que l'on a observées sont autant de manifestations cyniques de l'appui politique dont jouissent ces activités illégales et qui ont, à tout le moins, contribué de façon décisive au climat d'impunité dans lequel elles s'inscrivent. Il est de notoriété publique que certains accords ont été conclus avec ces groupes extrémistes, qui ont reçu des encouragements lors de meetings électoraux organisés dernièrement dans le New Jersey en présence de hauts fonctionnaires du Département d'État; on connaît la farce à laquelle s'est prêté le maire de New York lorsqu'il a baptisé "Carrefour Hermanos-al-Rescate" l'intersection à proximité immédiate de la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies; on sait que ces actions sont publiquement encouragées, que des journalistes de chaînes de télévision américaines se trouvaient dans les avions qui ont violé l'espace aérien de Cuba et que les photos et images qu'ils ont prises ont été outrageusement exploitées.

On comprend donc que ces individus reprochent amèrement au Gouvernement des États-Unis d'avoir une politique pour le moins "incohérente", lorsqu'il s'agit des violations du territoire cubain.

On dispose de tout le temps voulu et de tous les instruments juridiques nécessaires pour prévenir et empêcher les violations de l'espace aérien maritime annoncées pour le 13 juillet prochain.

L'OACI a le devoir de prendre des mesures énergiques pour garantir le respect du droit international et des règles et règlements de l'aviation civile internationale et pour faire respecter, conformément à la Convention de Chicago, les obligations juridiques de l'État d'immatriculation et d'origine des aéronefs.

Il ne servirait à rien que l'OACI ou le Conseil de sécurité examinent l'affaire dans ce climat d'impunité, qui ne fait qu'alourdir leurs responsabilités en la matière et les conséquences que pourraient avoir leurs actions ou omissions.

Le Conseil de sécurité a l'obligation de prévenir et d'empêcher toute nouvelle violation de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de la République de Cuba, si l'on veut éviter que de graves incidents ne se reproduisent.

Tant que l'on n'interdira pas complètement et effectivement les violations du territoire cubain, tant que l'on n'adoptera pas en temps utile toutes les mesures voulues pour les empêcher, les États-Unis porteront l'entière responsabilité des conséquences qui pourraient en résulter.

Entre-temps, le Conseil de sécurité devra s'acquitter d'une tâche importante.

New York, le 18 juin 1996
